



académie

bulletin académique



n° **581**



du 10 décembre 2012

SOMMAIRE

Division des Personnels Enseignants	
- Exercice de fonctions à temps partiel au titre de l'année scolaire 2013-2014 : personnels enseignants, d'éducation, de documentation, d'orientation	1
Division de l'Organisation Scolaire	
- Liste des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels des « réseaux réussite scolaire » de l'académie d'Aix-Marseille RS 2012	15

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE
RECTORAT DE L'ACADEMIE D'AIX-MARSEILLE
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Bernard DUBREUIL - Recteur de l'Académie
REDACTEUR EN CHEF : Didier LACROIX - Secrétaire Général de l'Académie
CONCEPTION, REALISATION, DIFFUSION : Thomas PRESTIGIACOMO (☎ : 04 42 91 71 23)

DIVISION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

DIPE/12-581-415 du 10/12/2012

EXERCICE DE FONCTIONS A TEMPS PARTIEL AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2013-2014 : PERSONNELS ENSEIGNANTS, D'EDUCATION, DE DOCUMENTATION, D'ORIENTATION

Références : Loi 79-587 du 11 Juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs - Ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 modifiée - Décret 82-624 du 20 juillet 1982 - Loi 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée - Loi n° 94-874 du 7 octobre 1994 - Décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé - Loi n° 2003-775 du 21.08.2003 Article 70 portant réforme des retraites - Décret n° 2003-1307 du 26 décembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre du temps partiel et de la Cessation Progressive d'Activité - Décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux agents non titulaires - Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Destinataires : Mesdames et messieurs les chefs d'établissement du second degré, mesdames et messieurs les directeurs de CIO, messieurs les présidents d'université, monsieur le Directeur de l'IUFM, de l'EGIM, de l'IEP S/C de Messieurs les Inspecteurs d'Académie - Directeurs des Services Départementaux de l'Education Nationale

Dossier suivi par : DIPE - Bureaux des professeurs agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement, professeurs d'EPS et CE d'EPS, PLP, PEGC, conseillers principaux d'éducation, conseillers d'orientation et psychologues Me SUTY - Tél. : 04.42.91.73.75 (EPS, lettres, philosophie, documentation, SES et technologie) Me BOURDAGEAU - Tél. : 04.42.91.73.91 (langues, arts plastiques, éducation musicale), Bureau des PEGC et Bureau des assistants de langues - Me STEINMETZ - Tél. : 04.42.91.74.05 (STI, STMS, arts appliqués, économie - gestion) et Bureau des PLP - Me QUARANTA - Tél. : 04.42.91.74.39 - Bureau des personnels d'éducation et d'orientation - Me HENRY - Tél. : 04.42.91.73.90 (Mathématiques, Sciences physiques, Sciences et Vie de la terre, Histoire géographie) - fax de la division DIPE : 04.42.91.70.09 - DOS- Division de l'organisation scolaire Rectorat - M. GILLARD -Tél. : 04. 42. 91. 71.60 - bureau des lycées - Melle RICHAUD -Tél. : 04. 42. 91. 71.61 - bureau des LP - M. PITOT-BELIN -Tél. : 04. 42. 91. 71.55 – bureau des emplois - fax de la division DOS : 04.42.91.70.04 DOS - Division de l'organisation scolaire - Directions académiques des services de l'Education nationale - M. PREVOLI (IA 13) - Tél : 04.91.99.66.92 - M. SUAU (IA 84) - Tél : 04.90.27.76.40 - Me REBSOMEN (IA 04) - Tél : 04.92.36.68.50 - M. GRAVIER (IA 05) - Tél : 04.92.56.57.20

Vous trouverez ci-après les dispositions relatives à l'exercice des fonctions à temps partiel applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat. Les textes cités en référence distinguent deux situations de travail à temps partiel :

- le temps partiel de droit pour raisons familiales
- le temps partiel sur autorisation.

1^{ère} CAMPAGNE DE TEMPS PARTIEL (ne concerne pas les personnels participant au mouvement Inter ou Intra académique) :

L'ensemble des demandes de temps partiel devant s'effectuer **en une seule campagne**, il vous appartient de vérifier si les quotités de services sollicitées par les enseignants sont compatibles avec les obligations horaires applicables par classe et par discipline, en tenant compte des majorations ou minorations de service, des décharges diverses et des structures pédagogiques mises en place à la **rentrée 2013**.

Celles-ci seront prochainement arrêtées par mes soins (lycées et LP) ou par les directeurs académiques des services de l'Éducation nationale (collèges). S'agissant des demandes de temps partiel sur autorisation, si les quotités de service ne sont pas compatibles avec les obligations horaires, vous les modifierez en conséquence en recherchant l'accord des intéressés. La plus grande vigilance vous est demandée sur ce point. En effet, il convient de rappeler que les **enseignants travaillant à temps partiel ne peuvent percevoir ni d'H.S.A** (Heures Supplémentaires Années), **ni d'H.S.E.** (Heures Supplémentaires Effectives), **sauf dérogation pour ce qui concerne notamment le remplacement de courte durée** (cf. B.A. spécial n°266 du 12 novembre 2012). Concernant les enseignants titulaires de zone de remplacement, ce contrôle sera assuré par les services de la Division des Personnels Enseignants (Rectorat).

Aucune modification de quotité de temps de travail ne pourra intervenir après le dépôt de la demande initiale, ces demandes étant incluses dans la première phase de travaux de préparation de rentrée s'achevant fin mars. Lorsque vous aurez à ventiler la dotation globale horaire sur le tableau de répartition des moyens, vous devrez tenir compte des temps partiels demandés dans l'expression de vos besoins heures-poste, à condition que l'enseignant concerné n'ait pas manifesté son intention de muter hors académie ou à l'intérieur de l'académie.

→ Les **temps partiels de droit** sont examinés dès lors que le demandeur en fournit la pièce justificative.

→ Les **temps partiels sur autorisation** restent subordonnés aux nécessités du fonctionnement du service et aux moyens en emplois et en personnels. Lors de l'examen des demandes, le chef d'établissement est **seul** compétent pour formuler un avis sur la compatibilité de l'autorisation avec le bon fonctionnement du service.

Toujours en fonction des besoins de service, les quotités de temps partiel autorisées pourront être modifiées à hauteur de **plus ou moins deux heures par les services des DOS départementales et académiques** dans le cadre des phases d'ajustement de rentrée.

En cas de refus d'autorisation et conformément aux termes de la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs, vous veillerez à indiquer, de façon claire et **détaillée, les motifs** de votre décision : la simple mention « pour nécessités de service » est insuffisante.

A noter, dans l'hypothèse d'une autorisation de temps partiel délivrée aux personnels affectés sur un poste avec complément de service, la réduction de service portera sur l'établissement d'affectation principal.

2^{ème} CAMPAGNE DE TEMPS PARTIEL :
(concerne uniquement les personnels ayant demandé une mutation au mouvement inter ou intra -académique)

Je vous rappelle que pour les **personnels mutés** à l'issue du mouvement intra-académique 2013, **et pour ceux-ci seulement**, une demande de temps partiel pourra être formulée **auprès de leur nouveau chef d'établissement**. Ce dernier devra la transmettre aux services académiques **AU PLUS TARD LE 28 JUIN 2013**. (date susceptible de modification selon le calendrier du mouvement intra-académique)

1 - PERSONNELS CONCERNES : première demande de temps partiel, demande de modification de temps partiel y compris reprise à temps plein

Bénéficiaires :

- les fonctionnaires titulaires
- les stagiaires (la durée de leur stage est alors prolongée jusqu'à concurrence de l'accomplissement de sa durée complète),
- les agents non titulaires de l'Etat relevant du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 remplissant les conditions suivantes : un an minimum d'occupation de fonction à temps plein ou en équivalent temps plein **et** de façon continue est exigé lors de la demande initiale.

2 - LES REGIMES DE TEMPS PARTIEL POSSIBLES

2-1 - LE TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR RAISONS FAMILIALES : 50% 60% 70% 80 %

2.1.1 - Modalités d'attribution:

► **Naissance** ou **adoption** d'un enfant :

Cette modalité peut être attribuée à l'une et/ou l'autre des deux personnes au foyer duquel vit l'enfant et qui en a la charge. Elles peuvent donc bénéficier conjointement d'un temps partiel pour des quotités qui peuvent être différentes.

. Pièces justificatives à fournir selon les cas :

- certificat médical précisant la date présumée de naissance de l'enfant,
- copie du livret de famille ou copie du jugement du tribunal attestant de la garde de l'enfant.

► **Soins à donner** à son conjoint (marié, lié par un pacte civil de solidarité ou concubin), à un enfant à charge (c'est-à-dire âgé de moins de 20 ans ouvrant droit aux prestations familiales) ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

. Pièces justificatives à fournir :

- copie du document attestant du lien de parenté l'unissant à son ascendant (copie du livret de famille) ou de la qualité du conjoint (copie de l'acte de mariage, copie du pacte civil de solidarité, certificat de concubinage établi en mairie ou déclaration écrite sur l'honneur avec copie d'une facture attestant de l'adresse commune),
- copie de la carte d'invalidité et/ou attestation relative au versement de l'allocation pour adultes handicapés et/ou de l'indemnité compensatrice pour tierce personne,
- copie de l'attestation de versement de l'allocation d'éducation spéciale.

► **Fonctionnaires handicapés** :

Ce droit est accordé aux fonctionnaires relevant d'une des catégories visées à l'article L. 323 - 3 du code du travail et concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission départementale pour l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires ou assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

. Pièces justificatives à fournir :

- document attestant de l'état du fonctionnaire,
- avis du médecin de prévention après examen médical.

2.1.2 - Quotité :

Les bénéficiaires du temps partiel de droit accomplissent un service dont la durée peut être égale à **50 %, 60 %, 70% ou 80 %** de la durée hebdomadaire du service selon les modalités définies ci-après :

a) - soit un aménagement de service hebdomadaire dans un cadre annuel :

Ce cadre annuel permet de répartir les heures à effectuer de manière à obtenir en fin d'année scolaire la quotité visée. Le nombre d'heures à effectuer hebdomadairement peut ainsi varier. Il est arrondi certaines semaines à l'entier supérieur et d'autres à l'entier inférieur de façon à obtenir **un nombre entier d'heures** :

exemple : un professeur certifié exerçant à 80 % a une O.R.S. de 14,40H soit 14h24mn. Il pourra accomplir un service de 14H certaines semaines et 15H d'autres semaines. Ainsi, la quotité de temps de travail est en moyenne hebdomadaire de 80 %.

Pour information : dans le cas d'un temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans, il convient, en application du décret 2003-1307 du 26 décembre 2003 de ne pas accorder une quotité de service supérieure à 80 % [14,4H soit 14h24mn pour un certifié ou un PLP, ceci en raison des incidences sur le versement de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)].

b) - soit un aménagement de travail dans un cadre annuel avec alternance d'une période travaillée et une période non travaillée (cf. & 3.2 – TEMPS PARTIEL ANNUALISE)

2.1.3 - Date d'effet et durée :

Date d'effet :

➤ **Naissance ou adoption** d'un enfant :

Il ne peut débuter en cours d'année scolaire qu'à l'issue d'un congé de maternité, d'un congé d'adoption ou d'un congé de paternité, du congé parental ou après la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. La demande doit être présentée au moins deux mois avant le début de la période d'exercice à temps partiel de droit.

Au terme d'un congé de maternité, d'adoption ou d'un congé parental deux cas de figure peuvent se présenter :

▶ reprise à temps partiel :

- l'agent était à temps partiel, préalablement aux congés précités : la reprise à temps partiel est systématique ; l'autorisation court jusqu'à la fin de l'année scolaire et est renouvelable dans les mêmes conditions que les autres formes de temps partiel ;
- l'agent était à temps complet, préalablement aux congés précités : la reprise à temps partiel doit faire l'objet d'une demande d'autorisation expresse accompagnée des pièces justificatives, dans les 2 mois précédents la date du début du congé ;

▶ reprise à temps complet : la demande d'autorisation d'exercer à temps partiel intervient après cette reprise de travail à temps complet. Cette autorisation ne pourra prendre effet qu'à compter du début de l'année scolaire qui suit le dépôt de la demande, sauf situations exceptionnelles et particulières (joindre justificatifs) et sous réserve des nécessités de service.

➤ **Soins à donner** à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant :
le temps partiel pour donner des soins débutera après avoir obtenu une autorisation subordonnée à la **production d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier**. Ce certificat médical doit être **renouvelé tous les six mois**.

➤ **Fonctionnaires handicapés** :

le temps partiel peut débuter à partir du moment où l'agent justifie de son état.

Durée :

L'autorisation de temps partiel de droit prend effet à partir du moment où les conditions sont remplies. Dans le cas d'un temps partiel pour élever un enfant, elle **est reconduite tacitement jusqu'aux trois ans de l'enfant**.

2.1.4 - Modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours d'année, réintégration :

- La **modification relative à la quotité du temps partiel** peut intervenir en cours d'année sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, sous réserve des nécessités de service.
- Une **demande de réintégration à plein temps** peut être formulée pour motif grave : elle peut intervenir sans délai, en cas de diminution substantielle des revenus ou de changement de situation familiale (divorce, décès ou chômage du conjoint).

2.1.5 - Sortie provisoire du dispositif :

Les agents, pendant la durée de leur **congé de maternité** ou **d'adoption** sont rémunérés à **temps plein**. Cette suspension de temps partiel s'effectue automatiquement sans que l'agent en fasse la demande.

2.1.6 - Sortie définitive du dispositif :

➤ **Naissance** ou **adoption** d'un enfant :

Le temps partiel cesse automatiquement le jour **du troisième anniversaire de l'enfant** ou, en cas d'adoption, à l'expiration du délai de **trois ans à compter de l'arrivée au foyer** de l'enfant quel que soit l'âge de l'enfant.

➤ **Soins à donner** :

Le temps partiel cesse de plein droit à partir du moment où il est établi au moyen d'un certificat médical que l'état de santé du conjoint, de l'enfant ou de l'ascendant ne nécessite plus une présence partielle de l'agent.

Attention, les agents bénéficiant d'un temps partiel de droit se terminant en cours d'année, sont réintégrés d'office à temps plein sauf s'ils demandent à terminer l'année scolaire à temps partiel sur autorisation avec la même quotité (demande à formuler au plus tard deux mois avant le terme du temps partiel de droit).

La sortie du dispositif avant le délai de 3 ans est possible à la condition d'en faire la demande expresse.

Elle ne pourra prendre effet qu'à compter du 1^{er} septembre suivant.

2-2 - LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION : de 50% à 90%

2.2.1 - Modalités d'attribution

Tout agent peut solliciter un temps partiel sur autorisation. **Toutefois, pour un agent affecté en service partagé, il est rappelé que la réduction horaire porte sur l'établissement d'affectation principal.**

2.2.2 - Quotité

Les bénéficiaires du temps partiel sur autorisation accomplissent un service en nombre entier d'heures dont la quotité ne peut être inférieure à 50% **et supérieure à 90%** (Cf. tableau 4.2 colonne « quotité arrondie* »).

2.2.3 - Date d'effet et durée :

L'autorisation de temps partiel prend effet à **compter du 1^{er} septembre** pour la totalité de l'année scolaire. **Elle est reconduite tacitement dans la limite de 3 années scolaires, sauf dans l'hypothèse d'une mutation intervenue dans l'intervalle.** A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement doit faire l'objet d'une demande expresse.

2.2.4 - Modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours d'année, réintégration :

- La **modification relative à la quotité du temps partiel** peut intervenir en cours d'année sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, sous réserve des nécessités de service.
- Une **demande de réintégration à plein temps** peut être formulée pour motif grave : elle peut intervenir sans délai, en cas de diminution substantielle des revenus ou de changement de situation familiale (divorce, décès ou chômage du conjoint).

2.2.5 - Sortie provisoire du dispositif :

Les agents, pendant la durée de leur **congé de maternité** ou **d'adoption** sont rémunérés à **temps plein**. Cette suspension de temps partiel s'effectue automatiquement sans que l'agent en fasse la demande.

2.2.6 - Sortie définitive du dispositif

A l'expiration de la période de trois ans, l'agent est automatiquement réintégré à temps plein. Il peut toutefois formuler une nouvelle demande.

La sortie du dispositif avant le délai de 3 ans est possible à la condition d'en faire la demande expresse.

Elle ne pourra prendre effet qu'à compter du 1^{er} septembre suivant.

3 - MODALITES D'EXERCICE DES TEMPS PARTIELS

3.1 - AMENAGEMENT DES TEMPS PARTIELS

Compte tenu du régime d'obligations de service défini en nombre d'heures hebdomadaires, la quotité demandée est aménagée de façon à obtenir **un nombre entier d'heures.** (cf. 2.1.2 - 2.2.2 et 4.1).

Cette disposition ne concerne pas les temps partiels de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans.

3.2 - LE TEMPS PARTIEL ANNUALISE

- Il est ouvert à tous les personnels fonctionnaires et agents non titulaires, excepté les personnels effectuant un stage préalable à une titularisation comportant un enseignement professionnel ou accompli dans un établissement de formation.
- Il offre la possibilité de travailler à temps partiel sur une base annuelle **sous réserve** d'être compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public.
- A noter que certaines **fonctions de responsabilité ou nécessitant la présence d'un même agent de manière continue tout au long de l'année scolaire sont difficilement compatibles.**

3.2.1 - Modalités d'exercice :

Afin que les personnels puissent se déterminer, sont précisées ci-dessous, pour chaque quotité de temps partiel, les périodes de travail à respecter :

► **Pour un agent travaillant à 50 % :**

1^{ère} période : du 1 septembre 2013 au 1er février 2014 inclus

ou

2^{ème} période : du 3 février 2014 au 5 juillet 2014 inclus

► **Pour un agent travaillant à 60 % :**

1^{ère} période : du 1 septembre 2013 au 13 mars 2014 inclus

ou

2^{ème} période : du 8 janvier 2014 au 5 juillet 2014 inclus

► **Pour un agent travaillant à 70 % :**

1^{ère} période : du 1 septembre 2013 au 8 avril 2014 inclus

ou

2^{ème} période : du 29 novembre 2013 au 5 juillet 2014 inclus

► **Pour un agent travaillant à 80 % :**

1^{ère} période : du 1 septembre 2013 au 16 mai 2014 inclus

ou

2^{ème} période : du 5 novembre 2013 au 5 juillet 2014 inclus

► **Pour une période travaillant à 90 % :**

1^{ère} période : du 1 septembre 2013 au 11 juin 2014 inclus

ou

2^{ème} période : du 26 septembre 2013 au 5 juillet 2014 inclus

NB : Il est impératif que les besoins en enseignement dans la discipline correspondent pour l'enseignant concerné à un service effectif à temps complet.

3.2.2 - Date d'effet et durée :

- L'autorisation prend **effet le 1^{er} septembre** et est accordée pour **l'année scolaire** pour un établissement précis de l'académie.
- **Sans remettre en cause la reconduction tacite du temps partiel pour ce qui concerne sa durée, les modalités d'exercice devront faire l'objet, chaque année, d'une étude en fonction des nécessités de service.**

3.2.3 - Précisions complémentaires :

- Situation statutaire des personnels en temps partiel : l'agent demeure en position d'activité durant sa période non travaillée.
- Rémunération : Elle est calculée dans les mêmes conditions que pour le temps partiel de droit commun. Elle sera versée sur la base mensuelle correspondant à 1/12^{ème} de la rémunération annuelle.

3.3 - LE TEMPS PARTIEL ET LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Il est rappelé que seules les H.S.E. au titre du remplacement de courte durée sont autorisées. Concernant l'attribution d'heures supplémentaires à des personnels en temps partiel, il convient de se reporter au BA spécial n°266 du 12 novembre 2012.

3.4 - LE TEMPS PARTIEL ET CUMUL D'ACTIVITES

Il est rappelé que le cumul d'activité est autorisé aux agents exerçant à temps partiel sous certaines conditions. Il convient de se reporter au BA n°428 du 16 juin 2008.

4 - REMUNERATIONS ET QUOTITES

4.1 - Incidences en terme de rémunération :

En règle générale, la rémunération est calculée sur la base d'un traitement d'un agent à temps plein au prorata de la durée effective des services :

Quotité : 50 % - Rémunération : 50 %

Quotité : 60 % - Rémunération : 60 %

Quotité : 70 % - Rémunération : 70%

Quotité : 80 % - Rémunération : 85,7 %

Quotité : 90 % - Rémunération : 91,4 %

4.2 - – Quotités horaires :

Temps partiel sur autorisation (de 50% à 90%)

Temps partiel de droit (50 % - 60 % - 70 % - 80 %)

Corps	Quotité temps plein	Si quotité* temps partiel choisie		Soit quotité horaire arrondie pour les temps partiels sur autorisation	Quotité horaire effective en %	Rémunération* réelle	*Quotité : Le régime d'obligations de service étant défini en heures hebdomadaires, la durée du service est aménagé de façon à obtenir un service égal à un nombre entier d'heures hebdomadaires. La durée de ce service, peut alors être accomplie dans un cadre annuel sous réserve de l'intérêt du service. *La rémunération est calculée au prorata de la durée effective de service en fonction de la quotité choisie La quotité s'applique au traitement, à l'indemnité de résidence, à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et aux primes et indemnités de toute nature afférentes au grade de l'agent et à l'échelon auquel il est parvenu.
		en %	En centièmes d'heures				
AGREGE	15h	50%	7,50h	8h	53,33	53,33	
		60%	9h	9h	60	60	
		70%	10,50h	11h	73,33	73,33	
		80%	12h	12h	80	85,7	
		90%)	13,50h	13h	86,67	89,7	
CERTIFIE PLP PEGC	18h	50%	9h	9h	50	50	
		60%	10,80h	11h	61,11	61,11	
		70%	12,60h	13h	72,22	72,22	
		80%	14,40h	15h	83,33	87,3	
		90%	16,20h	16h	88,89	90,9	
EPS	20h	50%	10h	10h	50	50	
		60%	12h	12h	60	60	
		70%	14h	14h	70	70	
		80%	16h	16h	80	85,7	
		90%	18h	18h	90	91,4	
AGREGE EPS	17 h	50%	8.5h	9h	52.94	52.94	
		60%	10.2h	10h	58.82	58.82	
		70%	11.9h	12h	70.59	70.59	
		80%	13.6h	14h	82.35	87.10	
		90%	15.3h	15h	88.24	90.40	
CERTIFIE DOCUMENTA-TION	36h	50%	18h	18h	50	50	
		60%	21.6h	21.6h	60	60	
		70%	25.2h	25.2h	70	70	
		80%	28.8h	28.8h	80	85.7	
		90%	32.4h	32.4h	90	91.4	

5 - LE SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Il est proratisé dans les mêmes conditions que le traitement et ne peut être inférieur au montant minimum légal prévu pour les agents travaillant à temps plein, soit un SFT calculé par référence à l'indice nouveau majoré 449.

6 - RETRAITE (cf. B.A. SPECIAL N°254 du 26 MARS 2012)

Une période de service accompli à temps partiel est décomptée comme suit :

6.1 - Constitution des droits à pension et durée d'assurance :

Le temps partiel est compté comme du temps plein, quelle que soit la quotité travaillée pour la constitution des droits à pension et la durée d'assurance en ce qui concerne le calcul de la décote. Il est à noter qu'il est proratisé pour le calcul de la surcote.

6.2 - Liquidation des droits à pension

Pour la durée de service et de bonification (**liquidation**), le temps partiel est **compté pour la quotité de service réellement effectuée**.

Cependant, dans le cas d'une demande de temps partiel sur autorisation ou de droit pris (soins et handicap), les services peuvent être décomptés, pour les fonctionnaires stagiaires ou titulaires, comme des périodes à temps plein sous réserve du versement d'une retenue pour pension (sur cotisation) dont le taux est fixé par décret (cf. & 6.3, ci-dessous)

Exception : dans le **cas d'un temps partiel de droit pour élever un enfant**, la période non travaillée est prise en compte, gratuitement, sans versement de cotisation supplémentaire jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant (ou des enfants en cas de grossesse multiple), ou pour un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. Ce dispositif n'est pas limité à un nombre d'enfants maximum par fonctionnaire ; les deux parents peuvent en bénéficier en même temps ou successivement, s'ils réduisent tous les deux leur activité.

Selon la quotité choisie, le nombre maximal de trimestres supplémentaires pris en compte gratuitement dans la pension est toutefois limité à : - 6 trimestres soit 18 mois, pour une quotité de 50%

- 4,8 trimestres soit 1 an 2 mois 12 jours, pour une quotité de 60%
- 3,6 trimestres soit 10 mois 24 jours, pour une quotité de 70%
- 2,4 trimestres soit 7 mois 6 jours, pour une quotité de 80%

En cas de chevauchement de périodes de réduction d'activité au titre d'enfants différents, la période du chevauchement est comptée pour une seule fois.

6.3 - Le choix de la surcotisation (loi du 21 Août 2003 portant réforme des retraites) :

La **surcotisation** est calculée sur la base du traitement indiciaire brut, et éventuellement de la nouvelle bonification indiciaire, mais ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de liquidation de **plus de 4 trimestres sur l'ensemble de la carrière**. La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser sera donc fonction de la quotité choisie.

Exemple : la durée prise en compte pour la liquidation de la pension est, dans le cas d'un agent travaillant à 50 %, de deux trimestres par année de travail. Pour obtenir les quatre trimestres supplémentaires, il devra surcotiser pendant deux ans.

Un fonctionnaire travaillant à 80 %, la durée prise en compte est de trois trimestres et dix huit jours par année de travail. Pour obtenir les quatre trimestres supplémentaires, il devra surcotiser pendant 5 ans.

SURCOTISATION
EXEMPLE DE CALCUL DE LA PENSION CIVILE EN FONCTION DE LA QUOTITE DE TRAVAIL

INDICE BRUT 450 – TRAITEMENT BRUT MENSUEL AFFERENT 1828.96 euros

(valeur du point indiciaire : 55.5635 € – décret 2010-761 du 7/07/2010)

(Décret n° 2010-1749 du 30 décembre 2010 portant relèvement du taux de la cotisation des fonctionnaires, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat – Décret 2012-847 du 02 juillet 2012 relatif à l'âge d'ouverture du droit à pension vieillesse)

Pour information la formule de sur cotisation se décompose comme suit :
 (taux de pension civile x quotité travaillée) + [80 % x (taux de pension civile + 27.3%) x quotité non travaillée] ;
 27.3 % correspondant au taux de contribution de l'employeur (susceptible de modification - décret 2004-678 du 8/07/2004)

Exemple pour un temps partiel à 90 % :
 (8.76 x 0.9) + [80 % x (8.76 + 27.3) x 0.1]

Quotité travaillée	Quotité rémunérée	Traitement brut mensuel à temps partiel	Montant mensuel pension civile sans surcotisation	Traitement Brut mensuel à temps complet	Taux pension civile avec surcotisation (taux 2013)	Montant mensuel pension civile avec surcotisation	Nombre d'années maximum de sur cotisation
90%	91,4%	1671.67€	1671.67 x 8.76 = 146.44€	1828.96€	10.86%	1828.96x 10.86 = 198.62€ Surcoût : 52.18€	10 ans
80%	85,7%	1567.42€	1567.42 x 8.76 = 137.30€	1828.96€	12.77%	1828.96x 12.77 = 233.56€ Surcoût : 96.26€	5 ans
70%	70%	1280.27€	1280.27 x 8.76 = 112.15€	1828.96€	14.78%	1828.96x 14.78 = 270.32€ Surcoût : 158.17€	3 ans 1 mois 6 jours
60%	60%	1097.38€	1097.38 x 8.76 = 96.13€	1828.96€	16.79%	1828.96x 16.79 = 307.08€ Surcoût : 210.95€	2 ans 2 mois 12 jours
50%	50%	914.48 €	914.48 x 8.76= 80.11€	1828.96€	18.80%	1828.96x 18.80 = 343.84€ Surcoût : 263.73€	2 ans

En 2014, le taux de cotisation passe à 9.08 %.

A savoir : **le taux de surcotisation est toujours appliqué sur la base d'une rémunération à temps complet.**

Exemple : un enseignant souhaite exercer à 80%. Il percevra une rémunération égale à 85,70 % de celle que perçoit un agent exerçant à temps plein. Si le traitement brut de ce dernier est de 1000,00 €, le professeur percevra 857,00 €

S'il ne demande pas à surcotiser, il versera au titre de la pension civile la somme de 75.07 € (857,00 € x 8,76 %).

S'il demande à surcotiser, il versera 127.7 € (1000,00 € x 12,42 %).

Cas particulier :

Pour **les fonctionnaires handicapés** dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %, le taux applicable est le taux de droit commun de 8,76 % et la limite d'augmentation de durée de services admissibles en liquidation est portée à **8 trimestres**.

Pour les fonctionnaires handicapés dont l'incapacité permanente est inférieure à 80 %, les taux de surcotisation précisée dans le tableau ci-dessus s'appliquent.

Pour toute information sur le coût de la surcotisation, les personnels sont invités à prendre l'attache de leur gestionnaire au Rectorat.

ATTENTION! Pour les agents ayant déjà opté pour la surcotisation au titre des années antérieures, celle-ci est maintenue automatiquement dans le cadre de la tacite reconduction, sauf dans le cas d'une demande de modification de la quotité de service de temps partiel.

7 - CALENDRIER DES OPERATIONS

7.1 : DEPOT DES DEMANDES PAR LES PERSONNELS AUPRES DES CHEFS D'ETABLISSEMENT :

→ **14 décembre 2012** : les demandes seront formulées selon le modèle joint en annexe, accompagnées des pièces justificatives.

Depuis la rentrée 2005, les temps partiels sont renouvelés par tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

En conséquence, les personnels ayant formulé une première demande à la rentrée **2010-2011** doivent expressément la renouveler s'ils le souhaitent.

Toutefois, les personnels souhaitant interrompre ou modifier leur temps partiel avant la période des 3 ans doivent en faire expressément la demande par lettre manuscrite.

7.2 : RECEPTION DES DEMANDES AU RECTORAT :

→ **21 décembre 2012** : elles doivent être transmises en deux exemplaires revêtues de votre avis

➤ Pour le temps partiel sur autorisation :

- **au Rectorat** - Division de l'Organisation Scolaire (**D.O.S**) pour les personnels en **lycée, lycée professionnel**, en **SEP de lycée**, et en **EREA**, ainsi que pour les documentalistes, les personnels d'éducation, d'orientation et les instructeurs quel que soit leur type d'établissement d'exercice.

- **aux DASEN** - Division de l'Organisation Scolaire (**D.O.S**) pour les personnels enseignants exerçant en **collège** et en **SEGPA de collège**.

- **à la DIPE (copie)**

➤ Pour le temps partiel de droit :

- à la Division des Personnels Enseignants (**D.I.P.E.**) aux bureaux concernés du Rectorat (original)

- aux **DOS concernés** (copie)

J'attire votre attention sur le fait que seules les demandes déposées par les **personnels titulaires doivent être retenues**.

7.3 : EXAMEN DES DEMANDES :

Après transmission des demandes au Rectorat ou aux DASEN, il sera procédé à l'examen des dossiers et trois cas de figure pourront se présenter :

- acceptation du temps partiel sollicité,
- **modification** par les DOS en fonction **des nécessités du service de plus ou moins deux heures** de la quotité de temps partiel sur autorisation sollicitée
- refus dans l'intérêt du service, du temps partiel sollicité ; dans ce cas, l'intéressé(e) pourra s'il le juge nécessaire, faire appel auprès de l'administration, conformément à la réglementation, en saisissant la Commission Administrative Paritaire compétente.

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente circulaire auprès des personnels concernés de votre établissement, y compris auprès des personnels en congé (maladie, maternité, etc....).

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente circulaire.

Signataire : Didier LACROIX, Secrétaire Général de l'Académie d'Aix-Marseille

DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION

(Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982 modifiée par la Loi n°2003-775 du 21 août 2003,
Décret n°2002-1072 du 7 août 2002, Décret n°2003-1307 du 26 décembre 2003)

Nom :	Date de naissance :
Prénoms :	
Corps :	Discipline :
Etablissement d'affectation :	à :
Etes-vous titulaire sur zone de remplacement ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si OUI, établissement de rattachement :	à :

QUOTITE DE TRAVAIL

Pour les personnels enseignants , mentionner le nombre entier d'heures dont la quotité ne peut être inférieure à 50% et supérieure à 90% (cf paragraphe 4.2) :	Soit, en nombre d'heures :
Pour les personnels non-enseignants , cocher la quotité choisie : <input type="checkbox"/> 50% <input type="checkbox"/> 60% <input type="checkbox"/> 70% <input type="checkbox"/> 80% <input type="checkbox"/> 90%	

TEMPS PARTIEL ANNUALISE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Si OUI, nbre d'heures :
Période travaillée : <input type="checkbox"/> 1 ^{ère} partie de l'année scolaire ou <input type="checkbox"/> 2 ^{ème} partie de l'année scolaire	

Au titre de l'année scolaire 2012-2013 , participation au mouvement	INTER-ACADEMIQUE ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	INTRA-ACADEMIQUE ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

A compléter par les enseignants d'E.P.S. :	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Sollicitez-vous une dérogation afin de ne pas assurer l'U.N.S.S. ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Je prends note que :
- ma demande est renouvelable PAR TACITE RECONDUCTION, DANS LA LIMITE DE 3 ANNEES ,
- la quotité peut être modifiée par les services gestionnaires (DOS Rectorat ou IA) de PLUS OU MOINS 2 HEURES , selon les nécessités de service.

En cas de refus, je choisis : <input type="checkbox"/> d'exercer à mi-temps ou <input type="checkbox"/> de conserver un temps plein
--

<input type="checkbox"/> Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein (c.f. note académique & 6.3) dans la limite de 4 trimestres et je déclare avoir pris connaissance du coût de ma surcotisation (c.f. note académique & 6.3) et ai noté que ma décision est irrévocable . Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel dans la limite du nombre de trimestres indiqués ci-dessus.
<input type="checkbox"/> Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein.

A, _____ le _____ Signature de l'intéressé(e) :

Avis et observations du chef d'établissement : <input type="checkbox"/> FAVORABLE <input type="checkbox"/> DEFAVORABLE	
En cas d'avis défavorable, motifs le justifiant :	A _____, le _____ Signature

Avis des services académiques : <input type="checkbox"/> FAVORABLE <input type="checkbox"/> DEFAVORABLE	
Quotité proposée :	A _____, le _____ Signature

Décision du Recteur : <input type="checkbox"/> ACCORDEE <input type="checkbox"/> REFUSEE	QUOTITE HORAIRE :	A Aix-en-Provence, le _____
--	-------------------	-----------------------------

Imprimé à déposer, dûment renseigné, en deux exemplaires, impérativement auprès des chefs d'établissement. le 14 décembre 2012 au plus tard pour transmission aux DOS et à la DIPE pour le 21 décembre 2012, délai de rigueur.

DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL DE DROIT

(Ordonnance n°82-297 du 31 mars 1982 modifiée par la Loi n°2003-775 du 21 août 2003,
Décret n°2002-1072 du 7 août 2002, Décret n°2003-1307 du 26 décembre 2003)

Nom :	Date de naissance :
Prénoms :	
Corps :	Discipline :
Etablissement d'affectation :	à :
Etes-vous titulaire sur zone de remplacement ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Si OUI, établissement de rattachement :	à :

Motifs du Temps partiel de droit :

- Naissance ou adoption d'un enfant (joindre pièce justificative)
Date de naissance ou arrivée au foyer de l'enfant :
- Soins : joindre : certificat médical d'un praticien hospitalier, à renouveler tous les 6 mois, et document attestant du lien de parenté (copie livret de famille ou pacs ou certificat de concubinage)
- Temps partiel pris par un fonctionnaire pour handicap

Quotité de travail choisie : 50% 60% 70% 80% à compter du :

TEMPS PARTIEL ANNUALISE : OUI NON Si OUI, quotité : %

Période travaillée : 1^{ère} partie de l'année scolaire **ou** 2^{ème} partie de l'année scolaire

Au titre de l'année scolaire 2012-2013, participation au mouvement

INTER-ACADEMIQUE ? OUI NON

INTRA-ACADEMIQUE ? OUI NON

A compléter par les enseignants d'E.P.S. :

Sollicitez-vous une dérogation afin de ne pas assurer l'U.N.S.S. OUI NON

Temps partiel de droit et retraite :

- Pour les temps partiels de droit pour élever un enfant de moins de trois ans :
- Je prends note que ma demande est renouvelable par **tacite reconduction dans la limite de 3 années**, sous réserve de production des pièces justificatives et que ce temps partiel ne donne pas lieu à sur cotisation (gratuité), et ce jusqu'aux 3 ans de l'enfant.
- Pour les temps partiels de droit pour donner des soins :
- Je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de quatre trimestres (cf. taux applicable mentionné au § 6.3 de la note de service). Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel dans la limite du nombre de trimestres indiqués ci-dessus.
- Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein
- Pour les temps partiels de droit au titre du handicap (incapacité au moins égale à 80 %) :
- Je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein au taux de 8.39% dans la limite de huit trimestres. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel dans la limite du nombre de trimestres indiqués ci-dessus.
- Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein

A, le Signature de l'intéressé(e) :

Observations du chef d'établissement :	A	, le
	Signature,	
Observations des services académiques (DOS)	A	, le
	Signature,	
DECISION RECTEUR: <input type="checkbox"/> ACCORDEE	QUOTITE HORAIRE :	A Aix-en-Provence, le

Imprimé à déposer, dûment renseigné, en deux exemplaires, impérativement auprès des chefs d'établissement, le 14 décembre 2012 au plus tard pour transmission aux DOS et à la DIPE pour le 21 décembre 2012, délai de rigueur.

DIVISION DE L'ORGANISATION SCOLAIRE

DOS/12-581-118 du 10/12/2012

LISTE DES ECOLES, COLLEGES, LYCEES ET LYCEES PROFESSIONNELS DES « RESEAUX REUSSITE SCOLAIRE » DE L'ACADEMIE D'AIX-MARSEILLE RS 2012

Destinataires : Tous les établissements scolaires de l'académie d'Aix-Marseille

Dossier suivi par : DOS - Tel : 04 42 91 71 63 - Fax : 04 42 91 70 04 - ce.dos@ac-aix-marseille.fr



LE RECTEUR DE L'ACADEMIE D'AIX – MARSEILLE

Vu l'article L. 211-1 du code de l'éducation

Vu la circulaire DESCO B5 n°2006-058 du 30 mars 2006

Vu l'avis du comité technique académique en date du 26 octobre 2012

- ARRETE -

ARTICLE PREMIER : Au 1^{er} septembre 2012, la liste des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels des « réseaux réussite scolaire » de l'académie d'Aix – Marseille est arrêtée conformément au tableau figurant en annexe.

ARTICLE DEUXIEME : L'arrêté du 16 février 2012 fixant la liste des écoles des « réseaux de réussite scolaire » de l'académie d'Aix-Marseille est abrogé.

ARTICLE TROISIEME : Monsieur le secrétaire général de l'académie et les directeurs académiques des services de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE QUATRIEME : Le présent arrêté sera publié au bulletin académique.

Fait à Aix-en-Provence, le 30 novembre 2012

Signataire : Bernard DUBREUIL, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, Chancelier des Universités

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0040055N	CLG	PU	JEAN GIONO	MANOSQUE
0040176V	1ORD	PU	LA PONSONNE	MANOSQUE
0040199V	1ORD	PU	LA LUQUECE	MANOSQUE
0040200W	1ORD	PU	LES PLANTIERS	MANOSQUE
0040201X	1ORD	PU	LA LUQUECE	MANOSQUE
0040204A	1ORD	PU	LA PONSONNE	MANOSQUE
0040205B	1ORD	PU	LES TILLEULS	MANOSQUE
0040369E	1ORD	PU	LES TILLEULS	MANOSQUE
0040436C	1ORD	PU	LES PLANTIERS	MANOSQUE
0040052K	CLG	PU	CAMILLE REYMOND	CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAN
0040191L	1ORD	PU		MALIJAI
0040192M	1ORD	PU		MALIJAI
0040209F	1ORD	PU	PAUL LANGEVIN	LES MEES
0040210G	1ORD	PU	DABISSE	LES MEES
0040247X	1ORD	PU		PEYRUIS
0040434A	1ORD	PU	GROUPE PASTEUR	LES MEES
0040435B	1ORD	PU		PEYRUIS
0050409T	CLG	PU	GIRAUDS (LES)	L' ARGENTIERE-LA-BESSEE
0050101H	1ORD	PU		LA ROCHE-DE-RAME
0050125J	1ORD	PU	L'EGLISE	L' ARGENTIERE-LA-BESSEE
0050150L	1ORD	PU	PLAN D'ERGUES	L' ARGENTIERE-LA-BESSEE
0050450M	1ORD	PU		L' ARGENTIERE-LA-BESSEE
0050022X	CLG	PU	FRANCOIS MITTERRAND	VEYNES
0050149K	1ORD	PU	SAINT-MARCELLIN	VEYNES
0050161Y	1ORD	PU		VEYNES
0050171J	1ORD	PU		VEYNES
0050370A	1ORD	PU		LA FAURIE
0050569S	1ORD	PU		ASPRES-SUR-BUECH
0050215G	1ORD	PU		MONTMAUR
0050287K	1ORD	PU		SAINT-ETIENNE-EN-DEVOLUY
0050304D	1ORD	PU		AGNIERES-EN-DEVOLUY
0050520N	CLG	PU	SERRES (DE)	SERRES
0050063S	1ORD	PU		SAVOURNON
0050148J	1ORD	PU		SERRES
0050262H	1ORD	PU		RIBEYRET
0050364U	1ORD	PU		L' EPINE
0050416A	1ORD	PU		ROSANS
0050589N	1ORD	PU		MONTMORIN
0050452P	CLG	PU	HAUTS DE PLAINE (LES)	LARAGNE-MONTEGLIN
0050067W	1ORD	PU		TRESCLEUX
0050160X	1ORD	PU		LARAGNE-MONTEGLIN
0050229X	1ORD	PU		ORPIERRE
0050319V	1ORD	PU		BARRET-SUR-MEOUGE
0050345Y	1ORD	PU		CHATEAUNEUF-DE-CHABRE
0050415Z	1ORD	PU		RIBIERS
0050468G	1ORD	PU		LARAGNE-MONTEGLIN
0132572A	CLG	PU	AMPERE	ARLES
0130319B	1ORD	PU	MARIE CURIE	ARLES
0130341A	1ORD	PU	ROQUETTE (LA)	ARLES
0132448R	1ORD	PU	BARTAVELLES (LES)	ARLES
0132474U	1ORD	PU	PAUL LANGEVIN	ARLES
0132536L	1ORD	PU	HENRI WALLON	ARLES
0132553E	1ORD	PU	CANTARELLES (LES)	ARLES
0130309R	1ORD	PU	MOULEYRES	ARLES

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0130323F	1ORD	PU	JULES VALLES	ARLES
0131213Y	1ORD	PU	ALBERT CAMUS	ARLES
0131215A	1ORD	PU	MONTMAJOUR	ARLES
0131559Z	1ORD	PU	LOUISE MICHEL	ARLES
0131912H	1ORD	PU	PETIT PRINCE (LE)	ARLES
0131610E	CLG	PU	VINCENT VAN GOGH	ARLES
0132751V	1ORD	PU	VICTORIA LYLES	ARLES
0131705H	CLG	PU	FERNAND LEGER	BERRE-L'ETANG
0130374L	1ORD	PU	EMILE ZOLA	BERRE-L'ETANG
0130376N	1ORD	PU	FREDERIC MISTRAL	BERRE-L'ETANG
0130379S	1ORD	PU	IRENE JOLIOT CURIE	BERRE-L'ETANG
0130380T	1ORD	PU	PAUL LANGEVIN	BERRE-L'ETANG
0130381U	1ORD	PU	G.DEZARNAUD	BERRE-L'ETANG
0131216B	1ORD	PU	GEORGES DEZARNAUD	BERRE-L'ETANG
0131630B	1ORD	PU	VAILLANT-COUTURIER	BERRE-L'ETANG
0132355P	1ORD	PU	PABLO PICASSO	BERRE-L'ETANG
0132382U	1ORD	PU	PABLO PICASSO	BERRE-L'ETANG
0132702S	1ORD	PU	EMILE ZOLA	BERRE-L'ETANG
0132990E	1ORD	PU	PAUL LANGEVIN	BERRE-L'ETANG
0133110K	1ORD	PU	DANIELLE CASANOVA	BERRE-L'ETANG
0132409Y	CLG	PU	ALPHONSE DAUDET	ISTRES
0130486H	1ORD	PU	JULES FERRY	ISTRES
0130489L	1ORD	PU	JULES FERRY	ISTRES
0132589U	1ORD	PU	CENTRE DE L'ENFANCE	ISTRES
0132590V	1ORD	PU	CAMILLE PIERRON	ISTRES
0131757P	CLG	PU	ESTAQUE (L')	MARSEILLE 16E
0130561P	1ORD	PU	ESTAQUE GARE	MARSEILLE 16E
0130562R	1ORD	PU	ESTAQUE PLAGES	MARSEILLE 16E
0130632S	1ORD	PU	SAINT HENRI RABELAIS	MARSEILLE 16E
0130790N	1ORD	PU	SAINT HENRI RAPHEL	MARSEILLE 16E
0130869Z	1ORD	PU	ESTAQUE PLAGES	MARSEILLE 16E
0130931S	1ORD	PU	SAINT HENRI 1	MARSEILLE 16E
0132529D	1ORD	PU	ESTAQUE GARE	MARSEILLE 16E
0132995K	1ORD	PU	SAINT HENRI 2	MARSEILLE 16E
0132786H	CLG	PU	MATAGOTS (LES)	LA CIOTAT
0130419K	1ORD	PU	ABEILLE	LA CIOTAT
0130429W	1ORD	PU	ABEILLE	LA CIOTAT
0132701R	1ORD	PU	JACQUES PREVERT	LA CIOTAT
0132314V	CLG	PU	JEAN GIONO	MARSEILLE 13E
0132377N	1ORD	PU	CROIX ROUGE	MARSEILLE 13E
0132530E	1ORD	PU	CROIX ROUGE CAMPAGNE	MARSEILLE 13E
0132007L	CLG	PU	JACQUES PREVERT	SAINT-VICTOIRET
0130513M	1ORD	PU	JEAN MOULIN	MARIGNANE
0131129G	1ORD	PU	HONORE CARBONEL	SAINT-VICTOIRET
0131132K	1ORD	PU	HONORE CARBONEL	SAINT-VICTOIRET
0131220F	1ORD	PU	JEAN MOULIN	MARIGNANE
0131915L	1ORD	PU	RAUMETTES (LES)	MARIGNANE
0133324T	1ORD	PU	JEAN COCTEAU	SAINT-VICTOIRET
0133333C	1ORD	PU	JEAN COCTEAU	SAINT-VICTOIRET
0132327J	CLG	PU	MIRAMARIS	MIRAMAS
0132479Z	1ORD	PU	JEAN GIONO	MIRAMAS
0132486G	1ORD	PU	JEAN GIONO	MIRAMAS
0132713D	1ORD	PU	PAUL CEZANNE	MIRAMAS
0132743L	1ORD	PU	VINCENT VAN GOGH	MIRAMAS

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0132765K	1ORD	PU	VINCENT VAN GOGH	MIRAMAS
0133043M	1ORD	PU	LA MAILLE	MIRAMAS
0132217P	CLG	PU	MONT SAUVY	ORGON
0131024T	1ORD	PU	ORGON	ORGON
0131557X	1ORD	PU	LOUIS ROSTAND	ORGON
0132322D	CLG	PU	PAUL ELUARD	PORT-DE-BOUC
0131056C	1ORD	PU	ARCADES (LES)	PORT-DE-BOUC
0131057D	1ORD	PU	ROMAIN ROLLAND	PORT-DE-BOUC
0132398L	1ORD	PU	LOUISE MICHEL	PORT-DE-BOUC
0132441H	1ORD	PU	MARCEL PAGNOL	PORT-DE-BOUC
0132549A	1ORD	PU	MARCEL PAGNOL	PORT-DE-BOUC
0132691E	1ORD	PU	LUCIA TICHADOU	PORT-DE-BOUC
0132323E	CLG	PU	MAXIMILIEN ROBESPIERRE	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0130313V	1ORD	PU	SALIN DE GIRAUD	ARLES
0130342B	1ORD	PU	SALIN DE GIRAUD	ARLES
0131068R	1ORD	PU	JULES VERNE	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0131069S	1ORD	PU	PAUL ELUARD	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0131257W	1ORD	PU	DANIELLE CASANOVA	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0131592K	1ORD	PU	LOUISE MICHEL	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0132254E	1ORD	PU	FRANCE BLOCH	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0132442J	1ORD	PU	ROMAIN ROLLAND	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0132461E	1ORD	PU	ANNE FRANK	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
0131611F	CLG	PU	RENE CASSIN	TARASCON
0131168Z	1ORD	PU	JULES FERRY	TARASCON
0131171C	1ORD	PU	MARIE CURIE	TARASCON
0131569K	1ORD	PU	JEAN MACE	TARASCON
0132596B	1ORD	PU	MARCEL BATLLE	TARASCON
0132597C	1ORD	PU	MARCEL BATLLE	TARASCON
0132401P	CLG	PU	CHATEAU FORBIN	MARSEILLE 11E
0130591X	1ORD	PU	MILLIERE (LA)	MARSEILLE 11E
0132629M	1ORD	PU	MILLIERE	MARSEILLE 11E
0132403S	CLG	PU	FRANCOIS VILLON	MARSEILLE 11E
0132605L	1ORD	PU	NEREIDES (LES)	MARSEILLE 11E
0132606M	1ORD	PU	NEREIDES (LES)	MARSEILLE 11E
0130953R	APPL	PU	VALBARELLE (LA)-(APPL)	MARSEILLE 11E
0130766M	1ORD	PU	POMME HECKEL	MARSEILLE 11E
0130821X	1ORD	PU	VALBARELLE (LA)	MARSEILLE 11E
0130912W	1ORD	PU	POMME HECKEL	MARSEILLE 11E
0132204A	CLG	PU	PONT DE VIVAUX	MARSEILLE 10E
0130609S	1ORD	PU	PONT DE VIVAUX SACCOMAN	MARSEILLE 10E
0130915Z	1ORD	PU	PONT DE VIVAUX SACCOMAN	MARSEILLE 10E
0131642P	1ORD	PU	SAINT LOUP CHANTEPERDRIX	MARSEILLE 10E
0132270X	1ORD	PU	SAINT LOUP CHANTEPERDRIX	MARSEILLE 10E
0134022B	CLG	PU	LA CAPELETTE	MARSEILLE 10E
0132561N	CLG	PU	ANATOLE FRANCE	MARSEILLE 6E
0130599F	1ORD	PU	PAIX	MARSEILLE 6E
0130683X	1ORD	PU	ALBERT CHABANON	MARSEILLE 6E
0130846Z	1ORD	PU	BERGERS (DES)	MARSEILLE 6E
0130899G	1ORD	PU	NEUVE SAINTE-CATHERINE	MARSEILLE 7E
0133352Y	CLG	PU	CAMILLE CLAUDEL	VITROLLES
0133096V	1ORD	PU	GEORGES LAPIERRE	VITROLLES
0133097W	1ORD	PU	PABLO PICASSO	VITROLLES
0133357D	1ORD	PU	RAIMU	VITROLLES
0133358E	1ORD	PU	RAIMU	VITROLLES

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0132214L	CLG	PU	HENRI FABRE	VITROLLES
0131936J	1ORD	PU	PAUL CEZANNE	VITROLLES
0131937K	1ORD	PU	PAUL CEZANNE	VITROLLES
0132331N	1ORD	PU	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	VITROLLES
0132334S	1ORD	PU	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	VITROLLES
0132446N	1ORD	PU	LOUIS PERGAUD	VITROLLES
0132493P	1ORD	PU	LOUIS PERGAUD	VITROLLES
0132746P	1ORD	PU	LUCIE AUBRAC	VITROLLES
0133327W	1ORD	PU	LUCIE AUBRAC	VITROLLES
0132445M	1ORD	PU	JEAN DE LA FONTAINE	VITROLLES
0132492N	1ORD	PU	JEAN DE LA FONTAINE	VITROLLES
0133278T	CLG	PR	NOTRE DAME DE LA MAJOR	MARSEILLE 2E
0131800L	1ORD	PR	NOTRE-DAME SAINT THEODORE	MARSEILLE 1ER
0131804R	1ORD	PR	PERRIN SAINTE TRINITE	MARSEILLE 1ER
0131812Z	1ORD	PR	NOTRE-DAME DE LA MAJOR	MARSEILLE 2E
0132011R	1ORD	PR	SAINTE JOSEPH	MARSEILLE 16E
0130055P	LP	PU	CHATELIER (LE)	MARSEILLE 3E
0130057S	LP	PU	RENE CAILLIE	MARSEILLE 11E
0130058T	LP	PU	ESTAQUE (L')	MARSEILLE 16E
0130062X	LP	PU	FREDERIC MISTRAL	MARSEILLE 8E
0130065A	LP	PU	VISTE (LA)	MARSEILLE 15E
0130068D	LP	PU	CAMILLE JULLIAN	MARSEILLE 11E
0131606A	LP	PU	CALADE (LA)	MARSEILLE 15E
0130146N	LP	PU	ALPILLES (LES)	MIRAMAS
0130150T	LP	PU	JEAN MOULIN	PORT-DE-BOUC
0130151U	LP	PU	CHARLES MONGRAND	PORT-DE-BOUC
0130050J	LYC	PU	DENIS DIDEROT	MARSEILLE 13E
0130048G	LYC	PU	SAINTE EXUPERY	MARSEILLE 15E
0130043B	LYC	PU	VICTOR HUGO	MARSEILLE 3E
0130306M	1ORD	PU	MARINETTE CARLETTI	ARLES
0132749T	1ORD	PU	MARINETTE CARLETTI	ARLES
0130427U	1ORD	PU	LOUIS MARIN	LA CIOTAT
0130431Y	1ORD	PU	AFFERAGE (L')	LA CIOTAT
0131219E	1ORD	PU	ALBERT CAMUS	MARIGNANE
0131233V	1ORD	PU	ALBERT CAMUS	MARIGNANE
0130783F	1ORD	PU	SAINTE ANDRE CONDORCET	MARSEILLE 16E
0130924J	1ORD	PU	SAINTE ANDRE BOISSEAU	MARSEILLE 16E
0130629N	1ORD	PU	SAINTE BARTHELEMY SNCF	MARSEILLE 14E
0130698N	1ORD	PU	CANET BARBES	MARSEILLE 14E
0130928N	1ORD	PU	SAINTE BARTHELEMY SNCF	MARSEILLE 14E
0130914Y	1ORD	PU	POMMIER	MARSEILLE 3E
0133039H	1ORD	PU	VILLETTE FONSCOLOMBE	MARSEILLE 3E
0133819F	1ORD	PU	DESIREE CLARY	MARSEILLE 2E
0130844X	1ORD	PU	BELLE DE MAI	MARSEILLE 3E
0132199V	1ORD	PU	AIR BEL	MARSEILLE 11E
0132428U	1ORD	PU	AIR BEL	MARSEILLE 11E
0131832W	1ORD	PU	SAINTE JEROME SUSINI	MARSEILLE 13E
0131655D	1ORD	PU	AYGALADES NOUVELLES	MARSEILLE 15E
0131999C	1ORD	PU	LANGEVIN WALLON	SEPTEMES-LES-VALLONS
0132148P	1ORD	PU	GRANIERE	MARSEILLE 15E
0132164G	1ORD	PU	LANGEVIN WALLON	SEPTEMES-LES-VALLONS
0130626K	1ORD	PU	SAINTE ANTOINE PALANQUE	MARSEILLE 15E
0130926L	1ORD	PU	SAINTE ANTOINE PALANQUE	MARSEILLE 15E
0130753Y	APPL	PU	MONTEE DES ACCOULES(APPL)	MARSEILLE 2E

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0130880L	1ORD	PU	HOTEL DES POSTES	MARSEILLE 1ER
0130896D	1ORD	PU	MOULINS	MARSEILLE 2E
0133898S	1ORD	PU	REPUBLIQUE-MOISSON	MARSEILLE 2E
0130536M	1ORD	PU	CABUCELLE (LA)	MARSEILLE 15E
0130853G	1ORD	PU	CABUCELLE (LA)	MARSEILLE 15E
0130932T	1ORD	PU	SIMIANE	MARSEILLE 14E
0131271L	1ORD	PU	VISITATION (LA)	MARSEILLE 14E
0131281X	1ORD	PU	MAURELETTE	MARSEILLE 15E
0131539C	1ORD	PU	SAINT LOUIS LE ROVE	MARSEILLE 15E
0131540D	1ORD	PU	SAINT LOUIS LE ROVE	MARSEILLE 15E
0131653B	1ORD	PU	VISITATION (LA)	MARSEILLE 14E
0132189J	1ORD	PU	SAINT JOSEPH LES MICOCOULIERS	MARSEILLE 14E
0132192M	1ORD	PU	SAINT JOSEPH LES MICOCOULIERS	MARSEILLE 14E
0132272Z	1ORD	PU	CITE SAINT-LOUIS	MARSEILLE 16E
0130847A	1ORD	PU	BERNABO	MARSEILLE 15E
0131231T	1ORD	PU	CALADE	MARSEILLE 15E
0131245H	1ORD	PU	CASTELLAS LES LIONS	MARSEILLE 15E
0131285B	1ORD	PU	CASTELLAS LES LIONS	MARSEILLE 15E
0130390D	1ORD	PU	CABANNES	CABANNES
0132003G	1ORD	PU	CABANNES	CABANNES
0132412B	CLG	PU	LOU GARLABAN	AUBAGNE
0132388A	1ORD	PU	ZAC DU CHARREL	AUBAGNE
0133181M	1ORD	PU	PAUL ELUARD	AUBAGNE
0840417X	1ORD	PU	HENRI BOSCO	APT
0840418Y	1ORD	PU	JEAN GIONO	APT
0840419Z	1ORD	PU	LA RUCHE	APT
0840691V	1ORD	PU	LES CORDELIERS	APT
0840739X	1ORD	PU	LES ROMARINS	APT
0840759U	CLG	PU	CHARLES DE GAULLE (PLACE)	APT
0840762X	CLG	PU	BARBARA HENDRICKS	ORANGE
0840341P	1ORD	PU	ALBERT CAMUS	ORANGE
0840358H	1ORD	PU	ALBERT CAMUS	ORANGE
0840647X	1ORD	PU	CROIX ROUGE	ORANGE
0840648Y	1ORD	PU	CROIX ROUGE	ORANGE
0840437U	CLG	PU	HENRI BOUDON	BOLLENE
0840275T	1ORD	PU	LES TAMARIS	BOLLENE
0840020R	CLG	PU	CLOVIS HUGUES	CAVAILLON
0840181R	1ORD	PU	JEAN MOULIN	CAVAILLON
0840192C	1ORD	PU	JEAN MOULIN	CAVAILLON
0840018N	CLG	PU	PAUL GAUTHIER	CAVAILLON
0840184U	1ORD	PU	CHARLES DE GAULLE	CAVAILLON
0840189Z	1ORD	PU	CAMILLE CLAUDEL	CAVAILLON
0840692W	1ORD	PU	LA COLLINE	CAVAILLON
0840989U	1ORD	PU	LA COLLINE	CAVAILLON
0840716X	CLG	PU	VALLIS AERIA	VALREAS
0840160T	1ORD	PU	MARCEL PAGNOL	VALREAS
0840161U	1ORD	PU	MARCEL PAGNOL	VALREAS
0840583C	CLG	PU	DENIS DIDEROT	SORGUES
0840260B	1ORD	PU	MAILLAUDE	SORGUES
0840261C	1ORD	PU	LA PINEDE	SORGUES
0840649Z	1ORD	PU	MOURRE DE SEVE	SORGUES
0840658J	1ORD	PU	GERARD PHILIPPE	SORGUES
0840033E	CLG	PU	VOLTAIRE	SORGUES
0840265G	1ORD	PU	SEVIGNE	SORGUES

Rne	type	pu pr	Nom	commune
0840872S	1ORD	PU	MISTRAL	SORGUES
0840882C	1ORD	PU	F.MISTRAL	SORGUES
0840883D	1ORD	PU	LES RAMIERES	SORGUES
0840142Y	1ORD	PU	LOUIS PERGAUD	LE PONTET
0840143Z	1ORD	PU	LOUIS PERGAUD	LE PONTET
0840664R	CLG	PU	JULES VERNE	LE PONTET
0840373Z	1ORD	PU	ROLAND SCHEPPLER	AVIGNON
0840375B	1ORD	PU	ROLAND SCHEPPLER	AVIGNON
0840399C	1ORD	PU	LOUIS GROS	AVIGNON
0840401E	1ORD	PU	LOUIS GROS	AVIGNON
0840642S	1ORD	PU	ST ROCH	AVIGNON
0840643T	1ORD	PU	ST ROCH	AVIGNON
0840903A	1ORD	PU	GENS DU VOYAGE	AVIGNON
0840046U	LP	PU	ARISTIDE BRIAND (COURS)	ORANGE
0840700E	LP	PU	FERDINAND REVOUL	VALREAS
0840763Y	LP	PU	ARGENSOL (QUARTIER DE L')	ORANGE
0840939P	LP	PU	RENE CHAR	AVIGNON